



OBJECTIFS: Le séminaire sera l'occasion pour les gouvernements, les organisations de la société civile, les agences de développement et les académiques, de débattre sur la question de la participation et du contrôle citoyen. Il présentera des initiatives développées en Afrique, en Amérique latine et en Europe, qui ont renforcé la participation, la redevabilité et la transparence au niveau local. Il permettra aux participants de mieux comprendre les concepts et principes directeurs en la matière et facilitera l'apprentissage mutuel entre praticiens.

SYMPOSIUM | 13 octobre 2008

OPTIONS POUR UNE REFORME POLITIQUE

Objectifs: Introduction aux principaux facteurs sous-tendant une réforme politique réussie dans le domaine de la gouvernance locale ; Présentation des bonnes pratiques de réformes politiques ayant pour objectifs de promouvoir la transparence, l'obligation de rendre compte et la participation dans la mobilisation des ressources, la gestion des dépenses publiques municipales et la fourniture de services publics.

-
- 8:30-9:00 Ouverture officielle et introduction par les organisateurs
Salutations de M. Aly LO, Président de l'Union des Associations des Elus Locaux de Sénégal (UAEL)
- 9 :00-10 :30 SESSION 1 – principaux concepts et options politiques
Les questions suivantes seront traitées :
- Quelles sont les caractéristiques de la « bonne » gouvernance locale ? Existe-t-il un consensus sur sa définition ? Quel est le rôle

des États centraux dans la promotion de la bonne gouvernance locale?

- Quels sont les défis en termes de réformes politiques en Afrique visant à promouvoir la transparence, la participation et la redevabilité au niveau local ?
- Quelles sont les récentes innovations politiques en Afrique en la matière ? Quels sont les rôles respectifs des décideurs politiques, des organisations de la société civile et du secteur privé dans le cadre de ces réformes et innovations ?

Modérateur : Mme. Joséphine Ouedraogo, Secrétaire Exécutif de l'ENDA TM

Intervenants :

- M. Alioune BADIANE, Directeur régional de l'ONU Habitat pour l'Afrique et les pays arabes.
- M. Pape Mor NDIAYE, Directeur de la Décentralisation au Ministère de la décentralisation et des collectivités locales du Sénégal. Membre de la Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local (CADDEL)

10:30-11:00 Pause café

11:00-12:30 **SESSION 2 – Innovations et bonnes pratiques**

Vue d'ensemble et enseignements tirés des innovations et bonnes pratiques menées en Amérique latine, en Europe et en Afrique francophone et anglophone.

Modérateur : M. Biram OWENS NDIAYE, Secrétaire exécutif du PDM

Intervenants :

- M. Yves CABANNES, University College of London , Grande-Bretagne
- M. Ousmane SY, Président du Réseau pour une Gouvernance Démocratique en Afrique, Mali
- M. Papa SENE DIERY, Directeur pour l'Afrique CLUSA, Government Accountability Improves Trust, Ghana

12:30-14:00 Pause déjeuner

14:00-17:30 **SESSION 3 – Foire des expériences**

Présentation des délégations nationales et de leurs contributions ;
Débat interactif en groupes

Ouverture des débats par M. Ousmane Masseck NDIAYE, Ministre sénégalais de la décentralisation et des collectivités locales

19:00 **Réception**

SEMINAIRE JOUR 1 | 14 octobre 2008

RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA PLANIFICATION DES DEPENSES ET DE RECETTES

Objectifs: Définitions des principaux concepts et présentations de bonnes pratiques pour assurer la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité en aval dans l'identification et la priorisation des programmes, investissements et services associés.

Facilitateur : M. Bachir KANOUTE, ENDA-TM

8:30- 12:00 SESSION MATINALE

- a) Concepts clés et panorama des mécanismes susceptibles de renforcer la participation citoyenne dans la planification des dépenses et des recettes
- b) Bonnes pratiques à l'échelle régionale et internationale sur : le budget participatif, etc.

13:00- 18:00 ATELIERS

Trois ou quatre sessions seront organisées en parallèle l'après-midi. Les sujets abordés pourront, à titre illustratif, porter sur :

- Le budget participatif : exemples internationaux et régionaux
- Le rôle des citoyens dans la planification budgétaire ;
- L'inclusion des personnes « marginalisées » (femmes, analphabètes, etc.) ;
- Les pratiques novatrices en matière de planification budgétaire ;
- Le contexte réglementaire et institutionnel favorable à la participation citoyenne ;
- ...

VISITES DE TERRAIN | 15 octobre 2008

Objectifs: Illustration concrète des pratiques de transparence budgétaire, de démocratie participative et de contrôle citoyen au Sénégal.

8:30-15:30 SESSION 1 - Visites de terrain

Les différents groupes préalablement formés rencontreront les autorités locales officielles ainsi que les différentes parties prenantes y compris les organisations de la société civile. Ils seront ensuite amenés à évaluer le degré d'implication de la localité visitée dans le processus de renforcement de la transparence et de la vulgarisation des dépenses et des revenus ; de la participation citoyenne en matière de planification ; et du contrôle indépendant sur la performance de la collectivité locale.

A titre provisoire, les collectivités locales retenues sont :

- Communauté Rurale de Fissel
- Communauté Rurale de Ndiagagnao
- Commune d'Arrondissement de Mbao
- Commune de Tivaouane

16:00-18:30 SESSION 2 – Rapport faisant suite aux visites de terrain (séance plénière)

SEMINAIRE JOUR 2 | 16 octobre 2008

LA TRANSPARENCE ET LA VULGARISATION AU NIVEAU DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES ET DE LA GESTION DES DEPENSES

Objectifs: Présentation des expériences africaines et internationales en matière de promotion de la transparence et la vulgarisation en matière de gestion des dépenses publiques locales : mobilisation des revenus, utilisation des ressources publiques, suivi des dépenses.

Facilitateur : M. Mamadou Bara GUEYE, directeur IED Afrique

8:30- 12:00 SESSION MATINALE

- a) Principes clés, bénéfices et défis en matière de transparence au niveau des finances publiques locales et de la gestion des dépenses
- b) Bonnes pratiques à l'échelle régionale et internationale sur : la vulgarisation du budget ; le budget de genre ; le suivi et le contrôle des finances locales ; etc.

13:00- 18:00 ATELIERS

Trois ou quatre sessions seront organisées en parallèle l'après-midi. Les sujets abordés pourront, à titre illustratif, porter sur :

- L'organisation de campagnes publiques et autres actions en vue promouvoir la transparence budgétaire et sa vulgarisation ;
- Les approches novatrices en matière de mobilisation des ressources ;
- La conception de systèmes d'information et de reporting à destination des citoyens : accès des citoyens à une information digne de confiance sur la gestion des deniers publics ;
- Les outils de communication et de sensibilisation : exemple des radios communautaires ;
- ...

19 : 00

Soirée sociale : diner et programme culturel

SEMINAIRE JOUR 3 | 17 octobre 2008

TRANSPARENCE, PARTICIPATION ET REDEVABILITE EN MATIERE DE PRESTATION DE SERVICES PUBLICS LOCAUX

Objectifs: Présentation des moyens et des mécanismes permettant aux citoyens de participer à la prestation, à la gestion et à l'évaluation de services publics de qualité, et études des bonnes pratiques africaines et internationales en la matière.

Facilitateur : M. Martin FINKEN, PDM

8:30- 12:00 SESSION MATINALE

- a) Principes clés relatifs à la transparence, la participation et la redevabilité en matière de prestation des services publics locaux
- b) Bonnes pratiques à l'échelle régionale et internationale, notamment : les comités de gestion des infrastructures publiques ; les audits sociaux ; les « citizens report cards » ; les enquêtes de satisfaction ; les chartes de services publics locaux ; etc.

13:00- 16.00 ATELIERS

Quatre ou cinq sessions seront organisées en parallèle l'après-midi. Les sujets abordées pourront, à titre illustratif, porter sur :

- La gestion participative des services publics ;
- Les marchés publics municipaux ;
- Les expériences des contrats de ville ;
- Les pratiques novatrices en matière de suivi et d'évaluation ;

- Les approches nouvelles pour perfectionner l'accès aux services de base (ex : mutuelles de santé au Rwanda) ;
- Les partenariats public-privé pour améliorer l'accès aux services publics ;
- Le rôle de la coopération décentralisée ;
- ...

16:00-17:30 QUELLE SUITE DONNER AUX ATELIERS ? MECANISMES DE SUIVI ET CONCLUSIONS FINALES